

L'économie verte : une opportunité alternative

Sabah Chraïbi

Transformer l'économie globale en une économie verte est en même temps un défi et une opportunité d'emploi pour les jeunes de la génération actuelle

La transition vers l'économie circulaire demande de repenser toute la chaîne de consommation ainsi que la collaboration publique-privée

La recherche et le développement est une voie à investir avec force de conviction et de capitaux ainsi que consolider une législation et des politiques appropriées

Le changement climatique n'est pas une fatalité, mais le fait de l'homme ; là où l'humain agit, il peut réagir. Les risques qu'engendre le réchauffement du climat sont désormais mesurables en termes de menaces certaines et appellent donc à de nouveaux comportements. La question du climat pêche par sa complexité, mais c'est dans l'intelligence collective et la solidarité universelle que des réponses pourraient être apportées.

Les débats sur les taux de financement entre actions d'atténuation et celles d'adaptation ne sauraient occulter une évidence transversale commune : l'innovation. Le génie de l'humain produit de nouvelles pistes de développement, nuançant la quête immodérée de la croissance. C'est ici où s'inscriront les stratégies d'atténuation et d'adaptation.

L'avenir appartient à tous les vivants, et c'est dans la jeunesse en mal d'employabilité mais en force d'idées de changement, que nous devons investir. Une implication des jeunes s'impose dans une vision intergénérationnelle, partagée et corresponsable, réconciliant la nature et l'homme.

Planète ou terre, peu importe le visible attribué à l'astre ou le milieu, nous laisserons le débat aux philosophes, c'est notre foyer réceptacle à qui le respect est une obligation et la sauvegarde un devoir humain.

Transformer l'économie globale en une économie verte est indubitablement au cœur des enjeux de développement durable pour les années à ve-

nir. Ce sont les jeunes de la génération actuelle qui auront à affronter des défis et s'ingénier à découvrir de nouvelles opportunités d'emploi.

Économie verte : une définition à plusieurs approches

En l'absence de définition internationalement admise, le Programme des Nations unies pour l'environnement (UPNEP) en a adopté une qui en fait un concept suffisamment large et souple pour englober diverses approches nationales et locales :

« L'économie verte est une économie qui engendre une amélioration du bien-être humain et de la justice sociale, tout en réduisant sensiblement les risques environnementaux et les pénuries écologiques. Sur le plan pratique, on peut considérer que, dans une économie verte, la croissance des recettes et la création d'emplois proviennent des investissements publics et privés qui conduisent à une meilleure utilisation des ressources, à une réduction des émissions de carbone, des déchets et de la pollution, et à la prévention de la perte de biodiversité et de la dégradation des écosystèmes. Ces investissements sont à leur tour soutenus par la hausse de la demande en faveur de produits et services respectueux de l'environnement, par l'innovation technologique

et, très souvent, par les mesures fiscales et sectorielles correctives adoptées pour garantir que les prix reflètent correctement les coûts environnementaux ».

L'emploi face au défi du développement durable

La question du chômage au Maroc, comme dans d'autres pays est aujourd'hui incontournable. Il s'agit d'une priorité pour tous les responsables politiques.

En une année, entre juin 2013 et juin 2014, 11 000 emplois ont été perdus dans l'industrie et l'artisanat au Maroc. Le chômage urbain avoisine 14 %, celui des jeunes dépasse 19 % et le nombre global de chômeurs est supérieur à 1,1 million. Ces deux dernières années ces chiffres atteignent même 22 % pour la tranche 15-24 ans.

La situation économique et sociale et ces milliers de chômeurs demandent des solutions immédiates. La réflexion porte désormais sur de nouveaux modèles économiques pertinents avec l'exigence de logiques de création d'emploi. La transition vers une économie verte, efficace en ressources et à faible émission de carbone est une excellente opportunité pour réduire le taux de chômage.

■ Économie circulaire et emplois verts : les alternatives possibles

Les modèles de l'économie circulaire, concept économique qui entre dans

le cadre du développement durable et de l'économie verte, présentent de nombreux atouts : création d'emplois nouveaux, relocalisation des ressources, réduction des déchets, recours accru aux énergies renouvelables...

Au cours de la dernière décennie, entre trois et 4,2 millions d'emplois verts ont été créés en Europe.

Dans la compétition mondiale qui s'engage aujourd'hui pour l'économie verte, le Maroc possède un potentiel considérable. Il dispose d'entreprises qui sont parmi les leaders au continent africain, que ce soit en matière d'énergie, de génie écologique, de traitement de l'eau ou des déchets, d'économie circulaire et d'efficacité énergétique.

Il y a lieu dès lors d'identifier les emplois directement liés aux activités de l'économie verte ; d'analyser leurs évolutions par profession ; d'étudier l'évolution des recrutements et les mobilités de poste ; de connaître les opportunités de création d'activités ; de présenter l'offre de formation répondant aux impératifs de montée en compétences et d'accompagnement de l'entrepreneuriat vert ; de comprendre la relation emploi-formation dans les métiers de l'économie verte et de mesurer l'impact de cette nouvelle économie sur l'emploi.

Les métiers verts sont des métiers dont la finalité et les compétences mises en œuvre contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement.

Leurs finalité n'est pas environnementale, mais qui intègrent de nouvelles « briques de compétences » pour prendre en compte significative et quantifiable la dimension environnementale dans le geste métier.

Les spécialités nécessaires à la gestion des déchets, à l'éco-conception, à la recherche de substitutions aux produits chimiques dangereux, et au développement de modes de recyclage innovants, ont également été mentionnées, comme des domaines concrets offrant des possibilités d'emploi croissantes.

La formation à l'agro écologie en initiant aux pratiques du compost, du paillage, à la phytoépuration essaime en Afrique et ce retour à la terre, au respect de l'environnement, est un vivier

Opportunités d'emploi 'verts'

Métier existant	Métier nouveau	Métier verdissant
Agent de parc national	Superviseur d'exploitation éco-industrielle	Agriculteur : produire bio
Technicien de mesure de la qualité de l'eau	Diagnostiqueur de qualité de l'air intérieur	Expert forestier : recherche label de forêt éco-gérée
Poseur en isolation thermique	X	Agent d'entretien des parcs et jardins : réduire phytosanitaires, veiller à la biodiversité, planter des espèces adaptées aux ressources en eau...
Animateur d'initiation à la nature	X	Plombier : installer des pompes à chaleur
Juriste en environnement	X	Couvreur : poser des panneaux photovoltaïques
X	X	Maçon : gérer l'isolation thermique externe du bâtiment
X	X	Chef de chantier : chercher à recycler au mieux mes déchets, à stabiliser les sols avec des déchets de chantiers précédents
X	X	Technicien de fabrication en industrie chimique : suivre les procédures du règlement
X	X	Conducteurs formés à l'éco-conduite, véhicules peu polluants, optimiser les parcours...
X	X	Gérant d'un hôtel ... éco labellisé
X	X	Organisateur de voyages ... solidaires
X	X	Gestionnaire ... de parcs à vélos urbains
X	X	Modélisateur de bateaux ... qui seront recyclables

d'emplois et une promesse de sécurité alimentaire.

Les femmes ne sont pas en reste et s'impliquent fortement ; femmes sémencières, gardiennes des terres revisitent les pratiques ancestrales et innovent. (Voir les 100 innovations vertes sélectionnées par l'agence française de développement -AFD- en Afrique).

L'apparition de nouvelles façons de produire (moins de ressources naturelles, davantage de recyclage), de construire (bâtiments produisant leur propre énergie), de travailler (éco gestes), de gérer l'entreprise dans son environnement et de vendre (expliquant au client l'étiquetage environnemental des produits) constituent des voies vertes pour une économie positive. Toutefois, le constat partagé est celui d'une pénurie

en personnel possédant des compétences spécifiques dont l'économie verte a besoin pour se développer.

■ Formation et développement des compétences pour les emplois verts et le développement à faible émission de CO₂

Ainsi que Christiana Figueres, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a souligné, « de forts signaux politiques sont l'un des principaux moteurs pour les emplois verts, et les investissements qui résultent dans la création d'emplois verts ont été plus importants dans les pays qui ont fixé des objectifs politiques clairs. Il ne s'agit pas seulement d'étudier le changement climatique, mais aussi de le comprendre. Il est essentiel de l'inclure

dans les programmes d'éducation, mais il doit aussi être profondément intégré dans l'ADN-même de la notion d'éducation. Ce n'est pas simplement un autre cours à prendre ; il s'agit de comprendre comment tout ce que nous étudions est affecté de manière transversale par le changement climatique. Il s'agit de comprendre la transformation pour être en mesure de l'influencer ».

Il n'y a pas de modèle universel pour la formation sur l'adaptation au changement climatique. Le défi est d'adapter la formation à des besoins spécifiques. Un autre défi est d'assurer que les jeunes soient inclus.

Le besoin impératif est aujourd'hui de consolider une législation et des politiques appropriées qui encouragent des produits et des services verts.

Il faut mettre en œuvre des stratégies et d'approches à long terme pour l'éducation au changement climatique et pour le développement durable afin de favoriser la transformation de la société et le changement de comportement à travers l'éducation formelle et informelle.

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour la promotion, le renforcement, le suivi et la communication des données sur l'éducation au changement climatique sont des moyens à intensifier.

Favoriser un développement résilient au changement climatique à travers le développement des compétences et la formation sur l'adaptation par l'autonomisation de groupes stratégiques de mobilisation pour l'action climat est une priorité.

Mettre en place des formations qui favorisent le partage de la connaissance et une coopération sur les transferts des technologies vertes est gage d'efficacité. La recherche et le développement est une voie à investir avec force de conviction et de capitaux.

Au Maroc, l'Institut de Recherche en énergie solaire et énergies nouvelles (IRESEN) mobilise 22 millions de dirhams au profit de la recherche et le développement dans le domaine des énergies renouvelables et du traitement de l'eau, à travers des projets qui impliquent des entreprises et des universités nationales et internationales. Plusieurs experts de l'Agence de coopération inter-

nationale coréenne, de l'Université de Berkeley et de l'Université Hamad Ibn Khalifa du Qatar ont partagé leurs expériences dans le renforcement des capacités et le transfert de technologie.

Partenariat public-privé

L'économie circulaire concrétise l'objectif de passer d'un modèle de réduction d'impact à un modèle de création de valeur, positive sur un plan social, économique et environnemental. Cette démarche demande de repenser toute la chaîne de consommation.

L'économie circulaire implique les secteurs de l'industrie manufacturière ou de la gestion des déchets, mais aussi les territoires. C'est un processus très transversal, qui demande d'associer notamment les habitants et les entreprises. Cela nécessite du temps, mais ces transformations sont essentielles. La transformation de l'économie vers une économie circulaire, sociale, solidaire et durable se fera plus ou moins rapidement, en fonction de la taille et de la volonté des structures. Certains secteurs sont plus impliqués. Le bâtiment connaît des évolutions importantes, en raison notamment des nouvelles réglementations thermiques afin de préserver l'efficacité énergétique.

Les déplacements sont aussi affectés par le processus de transition écologique. Les acteurs économiques doivent ainsi mettre en place des plans de déplacement moins polluants. Il est plus facile, par ailleurs, pour les grands groupes de s'adapter aux nouvelles réglementations et de mettre en place des démarches de développement durable. Néanmoins, de nombreuses petites et moyennes entreprises et autres structures sont déjà à la pointe et une alliance de secteurs pourrait inscrire la voie d'une coopération intelligente.

Au Maroc, afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, MASEN (société de droit privé à capitaux publics) met à disposition des entreprises, collectivités locales, pouvoirs publics et du grand public ses capacités d'expertise et de conseil. Elle

aide en outre au financement de projets, de la recherche à la mise en œuvre, et ce, dans les domaines suivants : la gestion des déchets, la préservation des sols, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, la qualité de l'air et la lutte contre le bruit.

La coopération internationale : un enjeu planétaire

Le programme d'infrastructures en Afrique nécessite une approche régionale, car il existe un grand nombre d'économies qui ont moins de 10 milliards de dollars en PIB (31 pays), des pays sans littoral (15 pays) et sans rivières transfrontalières (60 bassins) et une répartition inégale des ressources naturelles et des centres de population.

L'Afrique a besoin chaque année de 7 000 MW de production d'électricité, mais elle n'a installé que 1 000 MW au cours des dernières années. Moins de 5 % des terres agricoles sont irriguées, moins de 10 % du potentiel hydroélectrique a été exploité et seulement 58 % des Africains ont accès à de l'eau potable.

La coopération sud est en marche. Le fonds souverain d'investissement Ithmar Capital vise à accompagner les stratégies sectorielles nationales et l'investissement dans tous les secteurs productifs du Maroc pour dynamiser l'investissement et renforcer le partenariat public-privé. À travers Ithmar Capital, le Maroc et la Banque mondiale ont signé, en marge de la Cop 22, un mémorandum d'entente pour le lancement de la première plateforme d'investissement verte à l'échelle continentale, « Green Growth Infrastructure Facility for Africa » (GGIF for Africa).

De la Cop 21 à la Cop 22, c'est une réelle dynamique d'accélération de recherche de voies vertes qu'instaurent nombre d'intervenants : institutions, entreprises, associations, auto-entrepreneurs.

On s'accorde à reconnaître partout, au Maroc et ailleurs, que le durable et l'économie verte seront les leviers futurs de la promotion d'emplois. ■